



SIXIÈME LÉGISLATURE

2024 PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE

~Du 1^{er} au 24 juillet 2024~

DÉCLARATION DU BUREAU AU NOM DU PARLEMENT DE LA CEDEAO

Le Bureau tient à exprimer sa profonde préoccupation et désapprobation face aux excès verbaux observés au cours de nos sessions à l'égard des Chefs d'État et de Gouvernement des États membres de la CEDEAO par l'un de nous.

En tant que membres, nous sommes libres d'exprimer nos différents points de vue et d'accueillir les opinions dissidentes à condition que ces points de vue soient guidés par les valeurs de respect, de solidarité et de coopération qui sous-tendent notre organisation régionale. Par conséquent, toute remarque non parlementaire ne sera pas admise ou tolérée car elle ne s'inscrit pas dans l'esprit de fraternité et de collaboration qui doit prévaloir au sein de la région de la CEDEAO et au-delà.

Le Bureau reconnaît et apprécie les efforts de nos Pères fondateurs, qui ont longtemps travaillé à renforcer notre intégration et notre unité afin de promouvoir la paix, la stabilité et le développement économique dans notre région.

Le Bureau condamne donc fermement toute déclaration ou action qui contredit les principes et les valeurs de la CEDEAO et a tendance à jeter le discrédit sur l'Institution.

Le Bureau exhorte vivement tous les parlementaires à continuer de travailler dans l'intérêt de l'intégration régionale et du bien-être de nos populations. Les défis auxquels nous sommes confrontés exigent une coopération renforcée et un dialogue constructif, et non des attaques verbales et des divisions.

Le Parlement de la CEDEAO reste engagé à la promotion des principes de la démocratie, de la bonne gouvernance et du respect des droits de l'homme. Notre statut de Parlement communautaire ne nous dispense pas de l'obligation de respect et de courtoisie envers nos chefs d'État et de gouvernement.

Le Bureau exhorte tous les membres du Parlement à agir conformément à l'Acte additionnel et au Règlement intérieur du Parlement de la CEDEAO

En outre, le Parlement réaffirme son soutien et sa coopération avec l'Autorité des Chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO en vue de la réalisation des aspirations des peuples de la Communauté.

Vive la CEDEAO

Vive le Parlement de la CEDEAO

Merci

Fait à Abuja, 22 juillet 2024



www.freedomtogo228.com

FREEDOM TOGO-MOUVEMENT DE LIBÉRATION NATIONALE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE N°2

Freedom Togo-Mouvement de libération nationale (MLN), a pris connaissance du communiqué publié par le Bureau du Parlement de la CEDEAO en conclusion de ses travaux, ce lundi 22 juillet 2024, communiqué dans lequel il exprime sa profonde préoccupation et désapprobation face aux excès verbaux à l'égard de nos Chefs d'État.

Freedom Togo-MLN salue l'action de certains parlementaires de la CEDEAO qui, dans un environnement difficile, tentent, depuis le début des travaux de la Sixième législature, d'élever le niveau du débat parlementaire de la Communauté, quasi-inexistant par le passé.

Si cette nouvelle dynamique enclenchée se poursuivait, la CEDEAO, actuellement accusée d'être juste « un syndicat des Chefs d'Etats », pourra connaître aux yeux de l'opinion, une réhabilitation susceptible, à terme, de poser les bases réelles d'une CEDEAO des peuples.

Freedom Togo-MLN déplore toutefois le fait que cette volonté de réhabilitation du débat parlementaire soit entamée et contrecarrée par d'autres parlementaires « intimes » des chefs d'État envoyées au parlement de la CEDEAO en flagrant conflit d'intérêts. Ces parlementaires, y entretiennent un débat parlementaire passionnel en lieu et place d'un débat parlementaire contradictoire et rationnel nécessaire au raffermissement et à la réhabilitation de l'action parlementaire de notre institution communautaire. L'attitude de la présidente et de la 2^e vice-présidente du parlement de la CEDEAO dans la gestion des débats parlementaires a été scandaleuse et a mis en évidence les conséquences du conflit d'intérêt que porte leur présence au sein du parlement de la CEDEAO. Transformant le parlement de la CEDEAO en pétaudière, leur comportement a donné lieu à une scène de ménage au cours de laquelle, la présidente muselle la liberté d'expression tandis que la vice-présidente a été capable de descendre dans l'arène pour chercher en découdre physiquement avec un parlementaire qui a juste osé mettre en cause la responsabilité des chefs d'états dans l'appauvrissement des peuples de la CEDEAO.

Freedom Togo-MLN invite instamment les instances de la CEDEAO, en particulier les chefs d'État et de gouvernement, à faire preuve d'éthique dans le choix des représentants des États au sein des institutions communautaires en évitant en particulier les personnalités se trouvant en potentiel conflit d'intérêts, afin de favoriser le retour de la confiance en la CEDEAO.

Paris, le 24 juillet 2024

Kofi Yamgnane

Jean-Sylvanus Olympio

François Boko

Cedeao : quand le député anti-impérialiste Guy Marius Sagna s'en prend aux chefs d'État

Les images de l'altercation, le 21 juillet, entre l'élus sénégalais et la deuxième vice-présidente ivoirienne du Parlement de l'organisation ont fait le tour de la toile. Fustigé pour ses « excès verbaux », lui dénonce une volonté de le museler.



Aïssatou Diallo - à Abidjan

Publié le 23 juillet 2024 · Lecture : 5 minutes.

« Qui a appauvri l'Afrique ? Ce sont nos présidents ! » lance Guy Marius Sagna, le militant anti-impérialiste devenu député sous les couleurs des Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef), au pouvoir au Sénégal. Le 21 juillet, devant le Parlement de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) réuni au Nigeria, l'élus utilise son temps de parole de trois minutes pour délivrer son message qu'il martèle depuis plusieurs jours. La présidente du Parlement, la Togolaise Mémounatou Ibrahima, l'interpelle : « Cher collègue, contrôlez votre langage... » Le Sénégalais reprend : « Ce sont nos chefs d'État qui ont appauvri l'Afrique ! »

La deuxième vice-présidente du Parlement, l'Ivoirienne Adjaratou Traoré Coulibaly, intervient : « La liberté de parole ne veut pas dire que vous pouvez dire n'importe quoi à l'endroit de nos chefs d'État. » Cette dernière quitte alors la table pour rejoindre Guy Marius Sagna. Le ton monte et l'élue s'emporte. Deux députés tentent de la retenir sous les regards tantôt amusés, tantôt médusés. La séance est suspendue. Et la séquence, qui ne dure que quelques minutes, est devenue virale sur les réseaux sociaux.

Des débats, mais « dans les limites de la courtoisie »

Depuis l'ouverture de la session parlementaire, Guy Marius Sagna multiplie les coups d'éclat lors de ses prises de parole, évoquant la nécessité d'avoir « un discours d'électrochoc » face au retrait de la Cedeao du Mali, du Burkina Faso et du Niger. Il a, entre autres, abordé les sujets du franc CFA, des bases militaires françaises, de la création de l'Alliance des États du Sahel (AES), du développement humain, de la reconquête de la souveraineté ou encore, du respect de la démocratie.

« Nous ne sommes pas pauvres, nous sommes appauvris. Comment peut-on être le premier pays producteur de cacao dans le monde et être le deuxième contingent de migrants qui arrive à Lampedusa ? », dit-il à l'endroit de la Côte d'Ivoire. Et d'ajouter : « Est-ce que la Côte

d'Ivoire a accordé aux États-Unis l'autorisation d'avoir une base militaire sur son territoire ? En 2023, des Ivoiriens ont été emprisonnés pour avoir arboré des drapeaux russes. Or, depuis 1960, en Côte d'Ivoire comme au Sénégal, il y a l'armée française. Et si c'est vrai, on veut ajouter une armée américaine... » Est-ce ce qui a fait sortir Adjaratou Traoré Coulibaly de ses gonds ? Contactée par *Jeune Afrique*, l'élue évoque des propos « irrespectueux et antidiplomatiques envers les chefs d'État des pays de la Cedeao et la présidente du Parlement ».

À lire Guy Marius Sagna : « L'Afrique n'est pas un fromage que l'on se dispute »

La députée de Koumassi, une commune d'Abidjan, fait partie depuis 2013 des sept représentants de la Côte d'Ivoire au sein du Parlement. Lors des dernières élections locales, en septembre 2023, elle s'était présentée sans étiquette face à Ibrahim Cissé Baongo, maire sortant, secrétaire exécutif du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) et désormais gouverneur du district d'Abidjan. Elle était arrivée deuxième avec 29,53 %. Elle est devenue porte-parole du groupe des indépendants d'abord sanctionnés par le parti au pouvoir et qui a renoué le dialogue avec ce dernier en vue de la présidentielle de 2025. Ambitieuse et connue pour son franc-parler, Adjaratou Traoré Coulibaly fait partie des jeunes figures du RHDP.

« Nous ne sommes pas là pour insulter nos chefs d'État et les traiter de “syndicat de présidents à la solde de la France”. Mais nous devons critiquer les politiques et proposer des solutions concrètes. Il est libre de s'exprimer, le problème c'est la forme. Avant son arrivée il y a toujours eu des débats entre nous mais dans les limites de la courtoisie », explique-t-elle. « Aujourd'hui, nous avons un problème de circulation à la frontière entre le Niger et le Bénin. C'est une situation qui a une incidence sur les populations, qui ne sont pas responsables des décisions de leurs gouvernements. Voilà un exemple de ce sur quoi nous sommes attendus en tant que parlementaires de la Cedeao », ajoute-t-elle.

La Guinée et le Togo également ciblés

Les parlementaires, élus, députés ou sénateurs, sont choisis par leurs présidents et actuellement au nombre de 115. Chaque État membre dispose d'un minimum de 5 sièges et le reste est reparti au prorata de la population de chaque pays. Le Parlement joue essentiellement un rôle consultatif et la session actuelle doit se tenir du 1er au 24 juillet. Face à la polémique, le bureau s'est fendu d'une déclaration pour « exprimer sa profonde préoccupation et désapprobation face aux excès verbaux observés au cours [des] sessions à l'égard des chefs d'État et de gouvernement des États membres de la Cedeao par l'un [des leurs] ». Une réflexion est d'ailleurs en cours afin de définir les règles de séance.

De son côté, Guy Marius Sagna a dénoncé sur sa page Facebook une volonté de le « museler » et de le « faire taire arbitrairement ». « Le panafricanisme néocolonial au sein du Parlement de la Cedeao veut étouffer le panafricanisme des peuples. Allez-vous l'accepter ? [...] Cette Cedeao qui ressemble tant à l'Afrique occidentale française, c'est-à-dire du panafricanisme au service du colonialisme français, nous n'en voulons plus. Une autre Afrique de l'Ouest est nécessaire [...], souveraine, démocratique, prospère, juste et unie pour les intérêts des peuples et non des chefs d'État. »

À lire Cedeao-AES : Bassirou Diomaye Faye missionne Abdoulaye Bathily

Quelques jours avant l'incident avec Adjaratou Traoré Coulibaly, Guy Marius Sagna avait adressé des critiques à l'égard des autorités guinéennes, avant de s'interroger : « Quand est-ce qu'il y aura les élections en Guinée ? Les efforts, nous les notons, mais à quand l'élection présidentielle en Guinée ? Je pense qu'il faut que la Cedeao y aille. » Des propos applaudis par l'opposition mais « inadmissibles » pour les autorités de Conakry. « Il est essentiel que les membres, acteurs et activistes respectent les protocoles établis, la souveraineté de chaque pays et n'utilisent pas leurs prérogatives au profit de leur propre agenda en semant la division et la confusion dans l'esprit des Africains », a déclaré le porte-parole du gouvernement, Ousmane Gaoual Diallo.

À propos du Togo, Guy Marius Sagna a dénoncé l'interdiction des manifestations et l'adoption de la nouvelle Constitution. « Si on ne fait pas attention, il va y avoir un coup d'État au Togo », assène l'élue, qui a longtemps été un opposant à Macky Sall et qui a connu à plusieurs reprises la prison.

Le facilitateur Bassirou Diomaye Faye

Depuis quelques années, la Cedeao fait face à de nombreuses critiques. Le départ du Mali, du Burkina Faso et du Niger, à l'origine de la création de la Confédération AES, a grandement contribué à l'affaiblir. Lors du dernier sommet des chefs d'État, le 7 juillet, le nouveau président sénégalais Bassirou Diomaye Faye a été désigné facilitateur avec les pays dissidents. Lors de sa première visite à Alassane Ouattara, le successeur de Macky Sall a évoqué la nécessité de « dissiper les incompréhensions » au sein de la communauté.

Pour Adjaratou Traoré Coulibaly, « chaque organisation régionale a ses difficultés ». Elle ajoute : « Les départs de certains pays sont préoccupants, mais ils nous rappellent la nécessité de renforcer notre engagement envers les principes fondateurs de l'organisation et de travailler pour répondre aux préoccupations de tous nos membres. »